

The image shows the front cover of the French business newspaper "Les Echos". The main title "Les Echos" is at the top in large, bold letters. Below it, a red banner reads "Edition spéciale LA RELÈVE FRENCH TOUCH". The date "LUNDI 8 DÉCEMBRE 2014" and website "LESECHOS.FR" are also visible. The central article is titled "Loi Macron: les Français approuvent, le PS freine". To the right, there's a large photo of a crowded event where many people are waving their hands. The left side features several smaller columns of news and a cartoon illustration of a green Tyrannosaurus Rex walking on two white spheres.

→ LOI MACRON : LA SEMAINE DÉCISIVE

Un dimanche boulevard Haussmann

Eric Kayser



Salariés, commerçants, et clients sont des avis très divers sur le travail dominical. A la paroisse Saint-Louis d'Antin, on débat aussi.

Dimanche matin, 10h00, le patron du café, rue Caumartin, éactive dernière son bar. Pour ce restaurateur proche des grands magasins exceptionnellement ouverts ce dimanche, la journée s'annonce active. « Aujourd'hui, en double le chiffre d'affaires, et les salariés sont contents. Ils sont payés au pourcentage ! » explique-t-il. Le serveur derrière le comptoir : « Les gens sont moins stressés que la semaine, ils commentent plus, prennent des crêpes et des bouillons chauds l'après-midi. »

Un peu plus loin, un petit groupe fait du lèche-vitrines. « Je ne vois pas l'intérêt d'ouvrir les magasins tous les dimanches, explique une mère de famille. Mais je n'imagine pas ne pas pouvoir acheter du pain, de la viande et des légumes frais ce jour-là. »

Leurs amis, par contre, voudraient pouvoir faire leurs achats tous les jours de la semaine, comme à Londres. « Les magasins ouverts le dimanche, c'est fantastique et outrageant », lance une cliente du Sephora, au coin de la rue, résumant une position partagée par nombre de personnes interrogées : la fois pour et contre. En clair, difficile de tout faire la semaine

quand on travaille, mais le repos dominical doit être préservé.

Du côté des salariés aussi, les avis divergent. « Je veux bien travailler plus souvent le dimanche, c'est payé double ! » admire une jeune vendeuse du parfumeur. De l'autre côté de la rue, le vigile du magasin H & M est lui aussi volontaire. Il vit seul en France, sa femme est en Algérie. « Je n'ai rien à faire le dimanche ; et je préfère être à repos le samedi. » Prestataire, il n'est pas payé double, mais seulement de 10 à 25 % de plus.

Situations très diverses

Dans presque tous les magasins du quartier, des salariés aux situations très diverses coexistent : « Je suis le dernier embauché, on m'a demandé de venir aujourd'hui ; mais je n'en ai pas déconseillé, explique le vendeur d'un corner du Printemps. Mes collègues à côté, elles sont payées double ! » Ces dernières, d'origine chinoise, sourient : « En Chine, on travaille

6 jours par semaine et même le dimanche, dit l'une d'elles. Même en France, on est syndicaliste de tradition ! »

D'autres vendendeuses, en revanche, n'ont pas vraiment eu le choix. « Je suis obligée de travailler car j'en ai le personnel, raconte la responsable d'un stand de luxe aux Galeries

Chinoises. Mais même en étant payée plus, je préfère rester chez moi. Je travaille déjà le samedi, alors le dimanche, c'est pour la famille et aller à l'église. »

Justement, à la paroisse Saint-Louis d'Antin, rue Caumartin, les gens se pressent aussi devant la porte en ce dimanche matin. Les fidèles croisent les passants aux bras chargés de sacs. « Je suis opposé au travail du dimanche et à cette vision mercantile du monde », insurge le prêtre. Et je ne suis pas sûr que ce soit la réponse à nos problèmes économiques. » Le sacristain, lui, est moins tranché : « La situation du pays est difficile, il faut laisser travailler les gens qui en ont besoin. Ils pourront toujours aller à la messe le soir. »



Les grands magasins, exceptionnellement ouverts hier.
Photo Bertrand Guay/AFP

ries Lafayette. Mais même en étant payée plus, je préfère rester chez moi. Je travaille déjà le samedi, alors le dimanche, c'est pour la famille et aller à l'église. »

Justement, à la paroisse Saint-Louis d'Antin, rue Caumartin, les gens se pressent aussi devant la porte en ce dimanche matin. Les fidèles croisent les passants aux bras chargés de sacs. « Je suis opposé au travail du dimanche et à cette vision mercantile du monde », insurge le prêtre. Et je ne suis pas sûr que ce soit la réponse à nos problèmes économiques. » Le sacristain, lui, est moins tranché : « La situation du pays est difficile, il faut laisser travailler les gens qui en ont besoin. Ils pourront toujours aller à la messe le soir. »

En Chine, on travaillerait 6 jours par semaine, et même le dimanche, dit une vendeuse chinoise.

6 jours par semaine et même le dimanche, dit l'une d'elles. Même en France, on est syndicaliste de tradition ! »

D'autres vendendeuses, en revanche, n'ont pas vraiment eu le choix. « Je suis obligée de travailler car j'en ai le personnel, raconte la responsable d'un stand de luxe aux Galeries

Fondatrice de la Maison Kayser.

INSPIRING IDEAS AND TALENT™

LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE FAIT LA FORCE

La Chaire Orange-GEM « Digital Natives » au cœur de la transformation numérique des entreprises.

CRENOBLE-EM.COM/CHAIRE-DIGITAL-NATIVES



GRENOBLE
ÉCOLE DE
MANAGEMENT

CONNAÎTRE ET RÉSEAUER



Pourquoi l'Elysée a décidé de geler les prix du tabac

Les recettes fiscales du tabac

En milliards d'euros courants.



— LES ECHOS —

Mathieu Gallet



FISCALITÉ

L'Etat pourrait perdre entre 150 et 250 millions d'euros.

Un changement lié à la colère des buralistes et à la crainte d'une poussée d'achats illégaux.

Coup de théâtre vendredi soir à l'Assemblée nationale. Le gouvernement a défendu un amendement socialiste modifiant le calcul de la fiscalité des produits du tabac, contre l'avantage du rapporteur général du budget, Valérie Rabault. En conséquence, contrairement à ce qu'était prévu, les prix du tabac n'augmenteraient pas au 1^{er} janvier. Avec ce nouveau système, « les recettes des ventes augmenteraient davantage les marges des fabricants de cigarettes », déplore Valérie Rabault. « Cet amendement a été déposé une dizaine de fois à l'identique, par des députés appartenant à différents groupes politiques du PS, à l'UMP et passant par l'UDI », souligne-t-elle. Ce qui laisse penser à une action concertée des lobby du tabac.

La polémique naissante est alimentée par le changement de position du gouvernement au cours de la semaine passée.

— Mercredi encore, Christian Eckert, secrétaire d'Etat au Budget, était au fil d'air qu'on ne voterait pas l'amendement », relève-t-elle. Que s'est-il passé ? Le gouvernement a-t-il pris peur devant les divers mouvements de buralistes qui ont exprimé leur ras-le-bol dans toute la France ces dernières semaines ? Hier encore, de 100 à 150 buralistes du Languedoc-Roussillon manifestaient contre la politique fiscale du gouvernement, qui favorise, selon eux, les trafics et poussent

les consommateurs frontaliers à se fournir davantage dans les pays limitrophes.

L'amendement adopté vendredi n'a semble-t-il pas calme le jeu. Selon Gérard Dubois,

président de la commission addiction de l'Académie nationale de médecine, « c'est dans un souci électoral que cette mesure a été prise. C'est s'opposer devant l'industrie du tabac, dont la Confédération des buralistes est le porte-parole ». On sait que le gouvernement sensibilisé au rôle social qu'ils jouent. « L'activité des buralistes est à la peine et donc on verra à ce que leur rôle ne soit pas remis en cause », reconnaît une source officielle.

Fonds contre le cancer

Au-delà de la controverse sur un sujet de santé publique, la question pose du manque à gagner fiscaliste par Valérie Rabault entre 150 et 250 millions d'euros. Christian Eckert ne partage pas cette analyse.

— Les produits français sur le tabac, malgré les augmentations qui ont eu lieu dès le 1^{er} janvier 2014, ont baissé. Pas de façon énorme, mais de 50 à 100 millions, voire un peu plus. [...] Quand nous augmentons la fiscalité, les achats illégaux augmentent et nous faisons perdre un produit possible », déclare-t-il lors du débat parlementaire vendredi soir.

Un proche du dossier reconnaît un « deal » entre l'adoption du paquet neutre, auquel les buralistes et l'industrie du tabac ne sont pas favorables, et l'engagement de l'Etat de ne pas lever de nouvelle taxe. Au final, c'est la question du financement du fonds dédié à la recherche sur le cancer, annoncé par François Hollande en février dernier, qui se pose désormais.

— Les hausses des tarifs doivent retrouver leur finalité de santé publique, avait déclaré le président de la République au début de l'année au moment de l'annonce du plan Cancer. [...]

Les recettes supplémentaires ne bénéficieront pas à l'Etat, mais aborderont un fonds dédié. —

PDG de Radio France.

L'achat sur Internet possible de peines de prison ferme

Alors qu'en France une cigarette sur cinq n'est pas achetée dans un réseau officiel et échappe aux taxes françaises, les acheteurs sur Internet seront désormais possibles d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison ferme pour trafic en bande organisée. « C'est une des pierres dans la lutte contre les importations illégales. C'est un des éléments attendus par les buralistes », a souligné le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert, lors du vote du projet de budget rectificatif 2014 à l'Assemblée nationale. Dans le cadre de la nouvelle directive tabac, la France a obtenu de ses partenaires que chaque Etat membre puisse interdire les ventes à distance. « Les services douaniers ont procédé en 2013 à 2.746 constatations sur le fret express et postal qui représentent plus de 22 tonnes de produits du tabac », a expliqué le gouvernement lors du vote.

india mahdavi

show room # 3

A 3 rue las cases 75007 paris
T +33 1 45 55 67 67
F +33 1 45 55 67 77
—
E showroom@indiamahdavi.com

OPEN

monday: 10am-1pm, 2pm-7pm
tuesday to Friday: 10am -7pm
saturday: 11am -7pm

show room # 19

A 19 rue las cases 75007 paris
T +33 1 45 55 88 88
T +33 1 45 50 11 21
—
E accessoires@indiamahdavi.com

OPEN

monday to saturday: 11am -7pm

studio

A 5 rue las cases 75007 paris
T +33 1 45 51 63 89
F +33 1 45 51 38 16
—
E studio@indiamahdavi.com

press

A 5 rue las cases 75007 paris
T +33 1 45 51 75 12
F +33 1 45 51 38 16
—
E press@indiamahdavi.com